



**PRÉFET  
DU PAS-DE-  
CALAIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement des  
Hauts-de-France**

Unité départementale du Littoral  
Rue du Pont de Pierre  
CS 60036  
59820 Gravelines

Gravelines, le 01/07/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/06/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CAB Incinération boues**

1 Bd du Bassin Napoléon  
BP 755  
62200 Boulogne-Sur-Mer

Références : -  
Code AIOT : 0007003161

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/06/2026 dans l'établissement CAB Incinération boues implanté Incinérateur à boues STEP de Boulogne 86 boulevard de Chanzy 62200 Boulogne-sur-Mer. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite fait suite à la visite d'inspection du 20 mars 2025 portant sur la gestion des moyens d'extinction d'un incendie et qui avait mis en évidence plusieurs non-conformités pour lesquelles l'exploitant avait été mis en demeure par arrêté préfectoral du 10 octobre 2025.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CAB Incinération boues

- Incinérateur à boues STEP de Boulogne 86 boulevard de Chanzy 62200 Boulogne-sur-Mer
- Code AIOT : 0007003161
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Communauté d'agglomération du Boulonnais est autorisée, par arrêté préfectoral modifié n° 2004-161 du 05/07/2004, à exploiter un incinérateur à boues de station d'épuration à Boulogne-sur-Mer au titre des rubriques :

- 2771 - Installation de traitement thermique de déchets non dangereux : capacité maximale d'incinération de 2,9 t/h de déchets bruts,
- 1450-1 - Solides inflammables : 1,5 t de charbon actif.

La Communauté d'agglomération du Boulonnais a confié l'exploitation de l'incinérateur (et de l'ensemble de la station d'épuration) à la société VEOLIA Compagnie des eaux (sur la base d'un accord contractuel). Les locaux de cette dernière sont situés à proximité immédiate de la station.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Récolement
- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;

- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire                        | Autre information        |
|----|-------------------|------------------------------------------------|--------------------------|
| 1  | Non-conformité 1  | AP de Mise en Demeure du 10/10/2025, article 1 | Levée de mise en demeure |
| 2  | Non-conformité 2  | AP de Mise en Demeure du 10/10/2025, article 1 | Levée de mise en demeure |
| 3  | Non-conformité 3  | AP de Mise en Demeure du 10/10/2025, article 1 | Levée de mise en demeure |
| 4  | Non-conformité 4  | AP de Mise en Demeure du 10/10/2025, article 1 | Levée de mise en demeure |
| 5  | Non-conformité 5  | AP de Mise en Demeure du 10/10/2025, article 1 | Levée de mise en demeure |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en œuvre avec diligence les actions permettant de lever les non-conformités lors de l'inspection du 20 mars 2025.

La mise en place du système de détection gaz a été l'opération qui a pris le plus de temps, en raison des difficultés d'approvisionnement en matériel.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Non-conformité 1**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |        |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 10/10/2025, article 1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |        |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Défense extérieure contre l'incendie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |        |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>La Communauté d'agglomération du Boulonnais, dont le siège social est situé 1 boulevard du bassin Napoléon 62200 Boulogne-sur-Mer, exploitant un incinérateur à boues de station d'épuration au 86 boulevard Chanzy 62200 Boulogne-sur-Mer, est mise en demeure, pour cet établissement, de respecter les prescriptions suivantes dans les délais correspondants :                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |        |
| Référence réglementaire                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | Prescription                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | Délai  |
| Arrêté préfectoral du 5 juillet 2004 - art. 30.3                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | L'exploitant doit assurer la défense extérieure contre l'incendie de telle sorte que les sapeurs-pompiers puissent disposer, durant deux heures, d'un débit d'extinction minimal de 60 m3/heure, soit un volume total de 120 m3 d'eau, dans un rayon de 150 mètres, par les voies carrossables, mais à plus de 30 mètres du risque à défendre. [...] | 3 mois |
| <b>Constats :</b><br><br>Lors de l'inspection du 20/03/2025, l'exploitant avait présenté le dernier rapport de test des poteaux incendie. Celui-ci indiquait que le poteau le plus proche de l'incinérateur affichait un débit sous 1 bar de 0,6 m3/h.<br>Par transmission du 27/11/2025, le pétitionnaire a transmis le dernier rapport de vérification du poteau incendie indiquant que celui-ci débite 65 m3/h sous 1 bar. |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |        |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |        |
| <b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |        |

**N° 2 : Non-conformité 2**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |  |  |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 10/10/2025, article 1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |  |  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Défaillance de la défense incendie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |  |  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>La Communauté d'agglomération du Boulonnais, dont le siège social est situé 1 boulevard du bassin Napoléon 62200 Boulogne-sur-Mer, exploitant un incinérateur à boues de station d'épuration au 86 boulevard Chanzy 62200 Boulogne-sur-Mer, est mise en demeure, pour cet établissement, de respecter les prescriptions suivantes dans les délais correspondants : [...] |  |  |

| Référence réglementaire                      | Prescription                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | Délai    |
|----------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| Arrêté ministériel du 4 octobre 2010-art. 68 | [...] En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. | 15 jours |

#### Constats :

Lors de l'inspection du 25/03/25, l'exploitant avait indiqué qu'en cas d'indisponibilité des moyens de secours, les pompiers pouvaient puiser dans le bassin d'aération/clarification ou dans la Liane, située de l'autre côté de la route.

Ces options n'avaient pas été validées par le SDIS.

Lors de l'inspection du 24/06/2026, l'exploitant a présenté un mail du SDIS indiquant qu'il leur était possible d'intervenir en s'alimentant à partir du réseau de défense incendie urbain.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

#### N° 3 : Non-conformité 3

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 10/10/2025, article 1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Détection incendie

#### Prescription contrôlée :

La Communauté d'agglomération du Boulonnais, dont le siège social est situé 1 boulevard du bassin Napoléon 62200 Boulogne-sur-Mer, exploitant un incinérateur à boues de station d'épuration au 86 boulevard Chanzy 62200 Boulogne-sur-Mer, est mise en demeure, pour cet établissement, de respecter les prescriptions suivantes dans les délais correspondants : [...]

| Référence réglementaire                        | Prescription                                              | Délai  |
|------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------|--------|
| Arrêté ministériel du 4 octobre 2010-art. 55A. | L'exploitant met en place un réseau de détecteurs tel que | 3 mois |

octobre 2010-art. 55A.

réseau de détecteurs tel que prévu dans son étude de dangers. Il met en place des détecteurs dans les zones identifiées comme pouvant être à l'origine d'incendie ou d'explosion définies dans l'étude de dangers et pouvant conduire à un ou des phénomènes dangereux identifiés conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que dans les locaux abritant des équipements concourant à la protection des installations (local de la pomperie incendie, local des alimentations de secours ...). Les détecteurs, leur positionnement et leur nombre sont adaptés aux risques identifiés. L'exploitant tient à disposition les justificatifs de conception et dimensionnement du réseau de détecteurs. Il tient à jour, la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité, détermine et met en œuvre les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps [...].

#### Constats :

Le seul risque d'incendie lié aux installations est issu d'une inflammation d'un nuage de gaz suite à une fuite d'une tuyauterie. Ainsi, après accord de l'inspection, l'exploitant a installé des détecteurs de gaz autour de son four, plutôt que des détecteurs incendie.

10 capteurs ont été installés aux endroits jugés les plus pertinents (entrée gaz, panoplies, injection au niveau du lit de sable ou du réacteur) et deux sirènes viennent alerter les opérateurs présents à proximité de l'incinérateur.

Un premier seuil est fixé à 10 % de la LIE, il déclenche une alarme gaz en salle de contrôle,

nécessitant une levée de doute qui débute par l'identification du capteur ayant déclenché dans un local électrique sur site, puis le déplacement de l'opérateur à l'incinérateur.  
Le second seuil est fixé à 20 % de la LIE et, outre l'alarme en salle de contrôle, un dépassement de celui-ci entraîne l'arrêt de l'installation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

#### N° 4 : Non-conformité 4

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 10/10/2025, article 1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Formation

##### **Prescription contrôlée :**

La Communauté d'agglomération du Boulonnais, dont le siège social est situé 1 boulevard du bassin Napoléon 62200 Boulogne-sur-Mer, exploitant un incinérateur à boues de station d'épuration au 86 boulevard Chanzy 62200 Boulogne-sur-Mer, est mise en demeure, pour cet établissement, de respecter les prescriptions suivantes dans les délais correspondants :

[...]

| Référence réglementaire                      | Prescription                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | Délai    |
|----------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| Arrêté ministériel du 4 octobre 2010-art. 58 | Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens. | 15 jours |

##### **Constats :**

Par courrier du 27/11/2025, l'exploitant a transmis les attestations de formation "Équipiers de Première Intervention" des opérateurs.

Ceux-ci sont également formés "Guide-fil/Serre-Fil".  
Un exercice d'évacuation incendie a été réalisé la semaine précédant l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 5 : Non-conformité 5**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 10/10/2025, article 1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Consignes d'exploitation

**Prescription contrôlée :**

La Communauté d'agglomération du Boulonnais, dont le siège social est situé 1 boulevard du bassin Napoléon 62200 Boulogne-sur-Mer, exploitant un incinérateur à boues de station d'épuration au 86 boulevard Chanzy 62200 Boulogne-sur-Mer, est mise en demeure, pour cet établissement, de respecter les prescriptions suivantes dans les délais correspondants :

[...]

| Référence réglementaire                      | Prescription                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | Délai    |
|----------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| Arrêté ministériel du 4 octobre 2010-art. 60 | <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>-l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;</li><li>- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en</li></ul> | 15 jours |

|  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |  |
|--|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|
|  | <p>d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;</li> <li>- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li> <li>- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;</li> <li>- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;</li> <li>- l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;</li> <li>- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.</li> </ul> |  |
|--|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|

**Constats :**

Par courrier du 27/11/2025, l'exploitant a transmis les consignes qu'il avait établies suite à la non-conformité constatée : un processus de réaction initiale à une crise a été établi et la liste des contacts à prévenir en cas d'accident a été complétée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure